

Département du Val d'Oise
Arrondissement de Sarcelles
Canton de Domont

Service Technique
VB/ALJ

N° 2023 / 095

OBJET : STATIONNEMENT D'UNE BENNE AU DROIT DU 6-8 RUE ANATOLE FRANCE – DU LUNDI 05 JUIN AU MERCREDI 07 JUIN 2023

Le Maire de SAINT-PRIX,

- VU** Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2122-24, L2212-1, L2213-1 et suivants,
- VU** Le code de la route en vigueur et notamment les articles R411-1 et suivants, R417-10,
- VU** L'article R610-5 du Code Pénal
- VU** Les décrets 2001-250 et 2001-251 du 22 mars 2001 modifiant le code de la route,
- VU** L'arrêté interministériel du 16 mai 2001 portant modification de l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation des routes et autoroutes
- VU** L'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 portant modification de l'arrêté interministériel du 15 juillet 1974, relatif à la signalisation temporaire,

CONSIDERANT La demande formulée par l'entreprise FRANPIERRE, 427 bis Route de Conflans, concernant le stationnement d'une benne au droit du 6-8 rue Anatole France, à Saint-Prix, pour le compte de M. BESSON Eric, bénéficiaire, résident au n° 9 rue Anatole France à Saint-Prix.

CONSIDERANT Qu'il appartient à l'autorité municipale de prendre toutes les mesures nécessaires en vue d'assurer la sécurité, ainsi que de bonnes conditions de circulation et de stationnement ;

ARRÊTE

- ARTICLE 1 -** Du lundi 5 juin au mercredi 07 juin 2023, l'entreprise FRANPIERRE est autorisée à occuper le domaine public communal pour y positionner une benne au droit du n°6-8 rue Anatole France, à Saint-Prix.
- ARTICLE 2 -** L'autorisation est accordée pour une distance de 7 mètres linéaires maximum (7 ml) au droit du n°6-8 rue Anatole France sur les stationnements marqués existants.
- ARTICLE 3 -** La benne devra porter un écriteau fixe et bien lisible indiquant le nom et la raison sociale, l'adresse et le numéro de l'utilisateur.
- ARTICLE 4 -** Lorsque la benne sera pleine, elle sera enlevée immédiatement ou au plus tard en fin de journée.
- ARTICLE 5 -** La signalisation réglementaire sera installée et entretenue par l'entreprise propriétaire de la benne.
- ARTICLE 6 -** À la charge du pétitionnaire de mettre en place la barrière afin de réserver l'emplacement, et d'afficher le présent arrêté au moins 48 heures ouvrées à l'avance.
- ARTICLE 7 -** Les trottoirs devront rester accessibles aux piétons et aux personnes à mobilité réduite.
- ARTICLE 8 -** Le demandeur s'engage à restituer les lieux occupés dans un parfait état de propreté. En cas de détériorations ou de dégradations constatées, la commune fera procéder aux travaux de remise en état aux frais du demandeur.

ARTICLE 9 - Le demandeur de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

ARTICLE 10 - Le bénéficiaire de l'autorisation, est tenu de verser auprès de la Ville de Saint-Prix via la trésorerie de Montmorency, à sa demande, **une redevance forfaitaire fixée par délibération N°DEL-2022-052 le 23 juin 2022, de 2.10 € /m²/jour soit, pour 14 m² un montant de 29,40 € / jour et un montant total de 58,80 € pour 2 jours consécutifs.**

ARTICLE 11 - Le bénéficiaire est seul responsable de son fait, de celui de son personnel et des biens dont il a la garde de tout dommage corporel, matériel et immatériel qui en sont la conséquence, ainsi que de toute dégradation survenant, par ou à l'occasion des travaux d'aménagement réalisés conformément, par et ou à l'occasion de l'occupation et ou de l'exploitation des espaces occupés et survenant :

- aux biens d'équipement, matériels et marchandises de toute nature,
- aux personnes physiques.

ARTICLE 12 - Le Directeur Général des Services de la commune de Saint-Prix, le Commissaire divisionnaire de police d'Ermont, le responsable de la police municipale de Saint-Prix, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément au Code Général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 13 - Le présent arrêté sera notifié à l'entreprise FRANPIERRE et à M. BESSON Éric,

Une copie sera adressée à :

- Monsieur le chef de centre du corps des sapeurs-pompiers d'Eaubonne,
- Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police d'Ermont,
- Monsieur le Chef de la police Municipale de Saint-Prix,
- Messieurs les techniciens du Syndicat Emeraude.

Saint-Prix, le 01 juin 2023

Céline VILLECOURT



Le Maire de Saint Prix,

Vice-Présidente du Conseil Départemental

Le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte en vertu des articles L 2131-1 et L 2131-2 du CGCT,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Notifié le